



P O L Y N E S I E F R A N Ç A I S E

**MINISTÈRE
DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE,**
*chargé de la réforme de l'administration,
des relations avec l'Assemblée de Polynésie française
et le Conseil économique, social et culturel*

**SERVICE
DU PERSONNEL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**CONCOURS INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE
9 REDACTEURS DE CATEGORIE B**

EPREUVE N°2

Un résumé de texte

Le lundi 10 octobre 2005 de 14 h à 16 h - coefficient 2

Aucun document n'est autorisé

Le sujet comporte 3 pages.

CONCOURS INTERNE – B.

RESUME DE TEXTE

Le texte ci-joint (2 pages) est de François de Closets, extrait du livre « En danger de progrès » Edition DENOEL 1970.

**Vous résumerez ce texte en deux cent cinquante mots (250)
Une tolérance de plus ou moins 10 % est acceptée, soit entre
225 et 275 mots.**

Vous indiquerez avec précision le nombre de mots utilisés.

François de Closets

EN DANGER DE PROGRÈS (ÉD. DENOËL, 1970).

Le développement des sciences et des techniques paraît posséder deux caractères fondamentaux. Agissant au niveau des moyens, il peut être mis au service de n'importe quelle fin : utile ou nuisible. Transformant le monde de façon partielle et anarchique, il remplace l'ordre antérieur par le désordre. Il n'est pas possible de le considérer comme un phénomène bénéfique et autojustifié. C'est au contraire un processus dangereux qui peut également apporter le meilleur ou le pire.

Dans ces conditions n'existe-t-il pas un certain nombre de règles et de principes qui doivent être suivis pour en assurer le bon usage ? Tel est le problème que nous voudrions aborder ici. Aborder tout d'abord sur un plan général avant d'en rechercher les traces sur des exemples particuliers. Les résultats d'une telle réflexion pourront paraître décevants : constatations de bon sens, vérités d'évidence. Leur ignorance générale n'en est que plus surprenante et justifie une telle tentative.

Revenons, tout d'abord à cette influence des facteurs scientifiques et techniques sur les sociétés modernes. C'est le fait de base. Cette influence est totalitaire. Elle ne se limite pas à un aspect particulier de la vie, mais s'en prend à toute la personne. Le travail, la santé, la vie privée, la morale, la politique, ... il n'est pas un domaine qui échappe à son emprise.

En outre, les répercussions d'une découverte ou d'une invention dépassent très largement le cadre étroit de leur application. La télévision remet en cause l'enseignement, la médecine s'attaque aux notions traditionnelles de vie et de mort, l'automobile bouleverse les structures urbaines, la psychanalyse impose une nouvelle conception de la sexualité, etc.

De ce fait, le changement qu'apporte le progrès au niveau des moyens et des connaissances doit s'accompagner d'un changement correspondant au niveau des structures sociales et des comportements individuels. Cette nécessité est absolument générale. Elle seule peut préserver l'équilibre dans la transformation.

Cette adaptation indispensable ne peut se réaliser que sur les bases d'une organisation collective. Le progrès lui-même peut naître d'initiatives particulières et limitées. Un secteur industriel peut déclencher seul une innovation qui va transformer la vie de tous. Mais il ne peut mettre en place les mécanismes propres à l'intégrer dans la société. Seul cette dernière, agissant en tant que telle, effectue l'adaptation nécessaire. Une firme privée construit des ordinateurs, un laboratoire met au point un nouveau contraceptif, un chercheur découvre un nouveau pesticide. Toutes ces innovations peuvent être introduites sans passer par le canal public. Mais les artisans de ces changements ne peuvent adapter la liberté individuelle à l'informatique, la morale sexuelle à la contraception, l'agriculture aux nouveaux produits. Le champ des effets dépassant largement celui des causes, il faut une intervention extérieure pour maintenir un contrôle.

Du même coup, le progrès entraîne inévitablement une extension des responsabilités collectives. Cette évolution se fait en tout état de cause. Qu'elle soit consciemment acceptée et opérée, qu'elle reste incomprise et subie. Il suffit d'observer le développement du budget fédéral, des administrations et des réglementations aux États-Unis. Ce n'est pas de gaieté de cœur que la patrie du libéralisme étend l'emprise publique. Elle doit céder à contre-idéologie. Le ministère de la Santé publique n'était pas nécessaire à l'époque où la médecine était empirique. Pas besoin de code de la route quand le cheval était le seul moyen de locomotion. Pas besoin d'administration de l'espace quand la fusée n'existait pas. Chaque fois que l'homme se dote d'un nouveau pouvoir, la société doit l'organiser. Bien ou mal, elle doit se structurer.

Cette organisation collective doit être prévisionnelle. S'adapter au progrès, c'est le devancer, donc en prévoir les conséquences, et non s'efforcer de résoudre les crises qu'il a fait naître. Certes, la prévision n'est pas toujours facile. Elle est même impossible au stade de la découverte scientifique initiale car nul ne peut imaginer, par exemple, ce que sera la théorie physique qui réconciliera la relativité et la physique quantique. En revanche, lorsque l'image se précise, tout au long du cheminement qui conduit de ce premier succès à l'invention, puis à l'innovation, il existe un certain laps de temps pendant lequel on peut « voir venir » les choses, en supputer les conséquences, préparer un certain nombre de mesures. C'est à ce moment qu'il faut jouer. Ne pas attendre qu'il y ait quinze mille ordinateurs en France pour élaborer un droit à l'informatique, ou qu'il n'y ait plus un poisson dans les rivières pour lutter contre la pollution.

Organisation et prévision doivent prendre en considération un caractère propre à tout progrès : la planétarisation, qui trouve sa raison profonde dans la communauté des forces qui poussent en avant l'humanité. Ces forces se fondent toutes sur un langage commun : les mathématiques, sur un outil intellectuel commun : la méthode scientifique, sur un mode d'action commun : la technique. Elles agissent sur des réalités communes : la nature, la vie, l'homme. Avec les mêmes méthodes et les mêmes sujets de recherche, le progrès conduit nécessairement à des résultats qui ont une valeur universelle. Il n'unit pas, mais il uniformise. Les frontières sont chaque jour plus perméables. Perméables aux idées, aux images, aux informations, aux hommes, aux marchandises. Les progrès des télécommunications et des transports ont fait disparaître les distances. Tout est partout. Les phénomènes ont toujours une composante planétaire.

La contagion est inévitable.

Générateur de changement, le progrès suscite des tensions et des réticences. Les traditions, les habitudes, les institutions, les croyances s'opposent à la remise en question qu'il implique. Pour prévenir ces tensions, il doit être introduit dans une mouvance générale de la société.

En période de transformation, toute méthode autoritaire et rigide accentue ces résistances. Les sociétés modernes doivent donc les abandonner au profit de procédures plus souples permettant le dialogue, la concertation, la délégation de responsabilités, etc. Les États sont contraints de renoncer aux structures administratives et centralisatrices pour d'autres, plus empiriques, plus souples, plus diversifiées. Sous la pression du progrès, toutes les nations finiront par remplacer leur organisation statique par une organisation dynamique. Voilà encore une règle générale dont nous retrouverons de nombreuses applications plus particulières et plus précises.